



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/Le-mouvement-de-protestation-populaire-dans-le-Rif>

Le mouvement de protestation populaire dans le Rif

- International - Afrique -

Date de mise en ligne : mardi 6 juin 2017

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

tiré de : entre les lignes et les mots 2017 22 27 mai

La ville d'Al Hoceima, dans la région du Rif au nord du Maroc a connu, le jeudi 18 mai 2017, une grève générale réussie et une grande marche populaire avec des dizaines de milliers de participant-e-s. Les habitant-e-s se sont mobilisé-e-s massivement pour dénoncer la campagne de calomnie menée par l'État pour discréditer leur mouvement de contestation populaire qui a débuté il y a plus de sept mois.

Publié le 26 mai 2017

En effet, en octobre 2016, le broyage odieux du pêcheur Mohsen Fikri dans une benne à ordures devant les responsables de la sécurité à Al Hoceima a déclenché une vague de colère et plusieurs marches ont éclaté dans la ville, puis dans la majorité des régions du Maroc, ainsi qu'à l'étranger où sont organisés des sit-in devant les représentations diplomatiques marocaines dans plusieurs pays d'Europe.

L'État a tenté d'atténuer ce mouvement de grande ampleur en précipitant les procédures judiciaires pour présenter des boucs émissaires à la place des vrais responsables de la mort de Mohsen, en déclenchant les travaux dans quelques chantiers d'infrastructure et en envoyant ses représentants pour « écouter » les doléances de la population et lui promettre la mise en oeuvre des projets « de développement » promis. Parallèlement à ces pseudo-concessions, l'État a adopté une politique de menaces et de répression avec des interventions policières directes contre des formes de protestation dans certaines localités du Rif et le recours aux baltagis, c'est-à-dire des individus recrutés et encadrés par des services du ministère de l'Intérieur pour s'attaquer violemment aux militant-e-s du mouvement.

L'État a également mobilisé ses médias et les partis politiques de la majorité gouvernementale pour lancer une campagne de désinformation pour discréditer le mouvement de protestation populaire, en l'accusant de séparatisme, de liaison à des ennemis étrangers qui le contrôlent et le financent, de l'illégalité de ses formes d'expression dans la rue et du caractère politique de ses revendications. Ces partis ont exigé que la loi soit rigoureusement appliquée aux « personnes qui détruisent les institutions publiques, favorisent des idées subversives et créent des discordes dans la région ».

L'objectif de l'État est bien clair : criminaliser le mouvement et ses activistes et donner une légitimité juridique et constitutionnelle à une répression sauvage qu'il préparait depuis le déclenchement de la vague de protestation. Tout récemment, il a déployé un énorme arsenal de répression et a transformé la ville d'Al Hoceima en une caserne militaire comprenant une multitude de forces d'intervention rapide.

En réponse aux provocations et à la campagne de mensonges de l'État, les habitants ont organisé une grève générale et une très grande marche pacifique à Al Hoceima le 18 mai. Aucune installation publique n'a été sabotée et aucun incident de violence ou d'affrontement n'a eu lieu. Les manifestant-e-s, qui ont afflué par milliers de différentes zones de la région malgré les barrages les obstacles des services de sécurité, ont exprimé leur colère et leur rejet des fausses déclarations et des injures de responsables de l'État et des partis de la majorité. Ils ont réaffirmé leurs revendications sociales élaborées par les différentes coordinations populaires locales du mouvement dans les villes et les villages du Rif. Ces coordinations constituent des formes hautement démocratiques de mobilisation et de prise de décision collectives.

L'État a tenté d'isoler le Rif pour qu'il ne serve pas d'exemple à d'autres régions du Maroc qui vivent dans les mêmes conditions d'appauvrissement et de marginalisation. Mais la mobilisation des Rifains a donné l'exemple que la lutte et la solidarité sont les seuls moyens d'arracher les acquis et faire face à la répression. Plusieurs formes de solidarité sont en train d'être organisées de nouveau dans plusieurs villes pays et dans quelques pays d'Europe où vit une forte communauté Rifaine.

Les origines du mouvement de contestation populaire au Rif sont liées à l'explosion sociale de masse au Maroc à partir de février 2011 dans le contexte des révolutions et des soulèvements populaires observés dans la région arabe. Elles sont également liées aux traditions de résistance historique menées par Mohamed Abdelkrim Al-Khattabi contre la colonisation française et espagnole qui a pu instituer une république à la fin de l'année 1921 et qui a duré cinq ans. Après l'indépendance du Maroc, notamment de 1957 à 1959, les Rifains se sont soulevés pour protester contre les politiques gouvernementales de marginalisation et de négligence du nord du Maroc. La révolte a été réprimée dans le sang par le régime. Et depuis le Rif a été soumis à un régime militaire.

La population du Rif revendique le jugement des responsables de la mort de Mohsen ainsi que de cinq autres Rifains brûlés dans une agence bancaire lors des mobilisations du 20 février 2011. Elle demande également l'abrogation de la loi qui déclare la province d'Al Hoceima une zone militaire. Les autres revendications concernent les services publics (universités, écoles, hôpitaux), les infrastructures (routes), la création d'emplois pour les jeunes, etc.

Ces revendications mettent en lumière les contrastes du modèle de développement dicté par le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et les gouvernements des puissances impérialistes, qui sert les intérêts des multinationales et du grand capital local. En effet, sous couvert d'investissement, l'État offre les secteurs rentables et les services publics aux entreprises, multiplie des subventions et des allègements fiscaux en faveur des riches, facilite l'expropriation des terres et l'accaparement des richesses par une minorité.

L'endettement du pays s'accroît générant un service de la dette dont le paiement renforce l'austérité pour les budgets sociaux. La nature despotique du régime favorise la généralisation de la corruption et du pillage des deniers publics et la fuite des capitaux.

Les conséquences de ces politiques libérales sont supportées par les couches populaires et les salarié-e-s qui vivent dans la précarité, le chômage et les conditions de vie difficiles et instables. D'où le caractère légitime des mouvements de contestations populaires dans le Rif et dans plusieurs régions du Maroc. Les habitants dénoncent l'accaparement des richesses naturelles et produites et réclament leur répartition équitable dans le cadre d'un véritable développement local fondé sur les besoins fondamentaux de la population, et sur la justice sociale, la liberté et la dignité. Ce sont d'ailleurs les mêmes revendications qui ont été mises en avant lors des soulèvements et révolutions populaires dans toute la région arabe à partir de 2010 et qui continuent toujours malgré la montée des forces de la contre révolution. On peut avancer plusieurs exemples en Égypte contre la cherté de la vie malgré la répression féroce, en Tunisie où la région du Sud-Est est actuellement occupée par un millier de jeunes de la province de Tataouine à El Kamour, le principal port des compagnies pétrolières, exigeant leur part des richesses en pétrole et leur priorité d'emploi.

Nous devons développer des formes de solidarité et de lutte entre les différentes expériences de la population dans notre région, qui porte les éléments d'espoir pour l'émancipation de nos peuples du joug du sous-développement, du despotisme et de l'exploitation capitaliste.

23 mai 2017

Omar Aziki

ATTAC CADTM Maroc-Secrétariat international partagé du réseau CADTM

Publié sur le site du Cadtm